

Mardi (soir) 10 juin 2014

Direction des finances

89 2014.0361 Motion 072-2014 Sancar (Berne, Les Verts) Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS

N° de l'intervention: 065-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 14.03.2014
Déposée par: PS-JS-PSA (Bhend, Steffisbourg) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: le 20.03.2014
N° d'ACE: 598/2014 du 7 mai 2014
Direction: Direction des finances

Arrêt immédiat des économies dans les domaines des soins, de l'école obligatoire et du handicap

1. Le Conseil-exécutif est chargé, dans la mise en œuvre du budget 2014, de stopper immédiatement la réalisation des mesures d'économie suivantes :
 - a. Soins de longue durée (CHF 3,4 mio)
 - b. Handicap (CHF 3 mio)
 - c. Ecole obligatoire (CHF 4,5 mio)
2. L'abandon des mesures d'économie dans ces domaines doit être maintenu dans les années qui viennent.

Développement

Les résultats des comptes 2013 sont nettement meilleurs que ne le laissaient supposer les pronostics publiés avant le débat financier. Le Grand Conseil a pris ses décisions sous l'influence décisive des chiffres plus pessimistes de quelque 300 millions de francs. Comme il faut supposer que le pessimisme des prévisions budgétaires concernant le revenu fiscal 2013 continuera de se déployer en 2014 et que de plus, le solde positif procurera une grande partie des montants inscrits au budget pour la résorption du découvert de l'année 2012, il faut mettre fin immédiatement aux mesures d'économie les plus pénibles.

Le Grand Conseil a pour position fondamentale de se refuser aux mesures d'économie dans la formation. C'est en tout dernier ressort qu'il s'est finalement résolu à voter l'augmentation de la taille des classes. Depuis que les comptes ont basculé dans les chiffres noirs, la situation d'urgence qui l'y a poussé n'existe plus, et il est tout à fait possible de renoncer à cette mesure qui devait permettre d'économiser 4,5 millions de francs.

De même, il faut mettre fin immédiatement aux mesures d'économie dans les soins de longue durée, qui devaient aboutir à l'économie de 3,4 millions de francs (soit 0,7%) et qui conduisent à des licenciements dans une situation déjà difficile pour le personnel. Pour les personnes âgées, la qualité des soins en a notablement souffert.

Enfin, il faut renoncer également à l'économie de 3 millions de francs visée par les mesures préconisées dans le domaine du handicap. Là encore, il en résulte un manque de personnel et donc de temps à disposition pour les activités des personnes handicapées et l'agencement de leur journée.

10,9 millions de francs est la somme totale de cette correction dans la mise en œuvre du budget. Par rapport à l'excédent des comptes 2013, ce ne sont que 7 pour cent, ou environ un pour mille du compte d'Etat. L'abandon des mesures d'économie apporterait un allègement réel pour les personnes concernées comme pour la formation et les soins, qui sont des domaines où il faut beaucoup de personnel.

Affaire 2014.0361

N° de l'intervention: 072-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.03.2014
Déposée par: Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: le 20.03.2014
N° d'ACE: 598/2014 du 7 mai 2014
Direction : Direction des finances

Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS

Le Conseil-exécutif est chargé de revenir sur les coupes budgétaires suivantes, votées dans le cadre de l'Examen des offres et des structures EOS :

1. les coupes prévues dans le cadre de la réduction des primes de l'assurance-maladie ;
2. les mesures d'économie consistant à augmenter la taille des classes ou à en fermer;
3. les coupes pratiquées dans le subventionnement des prestations ménagères des services de soins et de maintien à domicile.

Développement

Avant d'adopter un budget prévoyant un déficit de 170 millions de francs en automne dernier, dans le cadre de l'EOS, le Grand Conseil a voté des coupes très douloureuses pour un grand nombre de personnes concernées. Or, depuis, nous avons appris la bonne nouvelle de la transformation du déficit des comptes 2013, que les pronostics chiffraient donc à 170 millions de francs, en un excédent budgétaire de 150 millions, soit une différence de quelque 320 millions de francs.

Malgré l'irritation que peut provoquer une telle erreur d'appréciation du déficit en vue du budget 2014, il y a naturellement de bonnes raisons de se réjouir de l'excédent des comptes 2013. Tout porte à croire qu'il y aura un excédent en 2014 également. Je suppose que tous les partis politiques se réjouissent de l'excédent. Cependant, il faudrait pouvoir partager cette satisfaction avec les personnes touchées par les coupes budgétaires. Concrètement cela signifie qu'il faut renoncer à une partie des mesures d'économie votées. En d'autres termes, les personnes qui ont vraiment besoin de la réduction de leurs primes de l'assurance maladie devraient continuer d'en bénéficier. Cela permettrait de respecter la quote-part minimale de de réduction des primes de 25 pour cent.

La fermeture de classes d'école est particulièrement problématique pour les communes. Dès lors, il serait bon que le Conseil-exécutif renonce aux coupes budgétaires dans les domaines de la formation dans lesquels il est prévu d'augmenter la taille des classes ou de fermer des classes.

Pour de nombreuses personnes très âgées ou handicapées, les prestations ménagères sont indispensables, mais elles ne peuvent se les permettre sans l'aide de l'Etat, ce qui comporte le risque pour elles de tomber dans un état d'abandon.

Réponse commune du Conseil-exécutif

Vu les mesures d'allègement parfois drastiques de l'Examen des offres et des structures (EOS 2014) et l'excédent inattendu des comptes de 2013, le Conseil-exécutif comprend l'exigence formulée par les deux motions à propos de l'abandon de la mise en œuvre de certaines mesures de l'EOS 2014.

Mais malgré cet excédent des comptes de 2013 et la mise en œuvre des mesures d'allègement de l'EOS 2014, l'équilibre financier du canton de Berne reste précaire. Les excédents prévus au compte de fonctionnement dans le budget 2014 et le plan intégré mission-financement 2015 à 2017 ne se situent que légèrement au-dessus de zéro. Les perspectives positives concernant

par exemple l'évolution conjoncturelle ou les quelques effets positifs durables résultant de la clôture des comptes de 2013 ne doivent pas masquer les risques financiers considérables qui demeurent.

Dans sa réponse à la motion 301-2013 « Assainissement durable des finances cantonales », PLR (Haas, Berne), le Conseil-exécutif a expliqué que le canton de Berne avait besoin d'une politique financière fiable, définie « à tête reposée ». Dans ce contexte et puisque les perspectives sont désormais plus stables, le Conseil-exécutif a aussi renoncé à préparer hâtivement un nouveau train de mesures. Mais vu les risques qui menacent, il ne veut pas non plus compromettre l'équilibre financier tout juste atteint en abandonnant certaines mesures de l'EOS.

Le Conseil-exécutif est néanmoins disposé à intégrer les revendications des motionnaires dans ses travaux de planification financière. Pour l'heure, on ne peut encore dire avec certitude s'il est possible, financièrement parlant, d'abandonner certaines des coupes budgétaires les plus douloureuses et, le cas échéant, à quel moment. Compte tenu du fait que ces mesures étaient très contestées, le Conseil-exécutif est toutefois disposé à étudier la question dès qu'on en saura plus sur l'évolution des finances cantonales. Concrètement, il propose de réexaminer la question à l'automne, dans le cadre des discussions avec la Commission des finances au sujet du budget 2015.

Proposition du Conseil-exécutif :

Affaire 2014.0342 Adoption sous forme de postulat

Affaire 2014.0361 Adoption sous forme de postulat

Délibération groupée

La présidente. Il faut vérifier si l'on a le quorum. Je vous prie donc d'appuyer sur votre touche pour voir si nous avons le quorum. (*La présidente agite sa cloche.*) Nous n'avons pas encore fini la session de juin, nous avons encore du travail, nous aimerions nous y mettre aussi vite que possible. La séance est ouverte. Il y a une réponse commune pour les affaires 88 et 89, et nous avons une délibération groupée en débat libre. La motion 88 a été déposée par le PS-JS-PSA, Arrêt immédiat des économies dans les domaines des soins, de l'école obligatoire et du handicap. Le PS-JS-PSA est d'accord de transformer cette motion en postulat. (*La présidente agite sa cloche.*) Est-ce que quelqu'un conteste ce postulat? – Oui. M. Patric Bhend a la parole pour le PS-JS-PSA.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). (*La présidente agite sa cloche.*) Die vorliegende Motion wurde eingereicht, nachdem wir den Abschluss des Rechnungsjahres 2013 gesehen haben. Dieses hat wesentlich besser abgeschlossen, als das Budget dies vorsah. Der Präsentation des Abschlusses ging eine heftige Debatte um die ASP-Sparmassnahmen voraus, während der schmerzhafteste Entscheide getroffen wurden. Gerade bei der Pflege, bei den Schulen und im Behindertenwesen mussten alle ein bisschen Federn lassen (*La présidente agite sa cloche.*) Die Position der SP/JUSO/PSA-Fraktion war folgende: Wenn es reicht, also wenn man doch noch mit einem Überschuss abschliesst, ist es nicht unmöglich, auf einen Teil der Sparmassnahmen, die hier im Rat heftig umstritten waren, zurückzukommen und dadurch Einfluss auf die laufende Rechnung zu nehmen. In den Bereichen, die von dieser Forderung betroffen sind – also Pflege, Behindertenwesen und Schule –, wurden insgesamt 11 Mio. Franken eingespart. Dies ist, gemessen am Überschuss Ende 2013, ein recht kleiner Betrag. Wir sind damit einverstanden, diese Motion in ein Postulat zu wandeln. Der Regierungsrat möchte ein solches Postulat annehmen. Es ist uns bewusst, dass die Budgetplanung sehr spät erfolgte. Sie wissen alle, wie spät sie erfolgt ist. Auch für die Institutionen ist es spät, wenn man erst im November das Budget spricht, und dann noch gegen Ende der Session. Da ist vieles schon gelaufen. Die Budgets sind schon gemacht, viele der Sparmassnahmen sind in den Betrieben und Institutionen, die betroffen sind, bereits umgesetzt.

Nichtsdestoweniger gibt es heute noch Möglichkeiten – ich denke dabei gerade an den IV-Bereich, in dem die Abrechnungen erst Anfang 2015 gemacht werden. Hier könnte man auf die Sparmassnahmen zurückkommen, welche für diejenigen, die es direkt an der Front betrifft, also gewissermassen für unsere Kundinnen und Kunden, wirklich einschneidend sind. Das Personal spürt etwas weniger von den Massnahmen. In unserem Betrieb zum Beispiel gab es keine Kündigungen deswegen. Doch es hat dazu geführt, dass man Stellen nicht neu besetzt hat. Das heisst, alle betroffenen Kundinnen und Kunden haben von der Zeit unserer Angestellten etwas weniger zur Verfügung. Hier sind wir der Meinung, dass man relativ rasch ein Zeichen setzen könnte. Auch bei den IV-Beiträgen im Jahr 2015 könnte man rückwirkend auf das Jahr 2014 ein bisschen anders abrechnen. Man könnte bereits Gegenmassnahmen treffen, die sich eventuell auf das Jahr 2014, sicher aber auf das Jahr 2015 auswirken würden.

Bei den Schulen wäre es wohl schwieriger, noch etwas zu ändern. Andererseits haben wir vom Erziehungsdirektor gehört, dass es wahrscheinlich ganz schwierig sein wird, die ASP-Massnahmen umzusetzen. Besonders gilt dies für die 4,5 Mio. Franken, die man zu dem, was bereits vorgesehen war, zusätzlich hinzugefügt hat, die man also aus dem Topf II genommen hat und zusätzlich einsparen soll. Hier hat er gesagt, es werde schwierig, diese Einsparungen im Rahmen der laufenden Rechnung 2014 überhaupt zu realisieren. Ein Stück weit ist die Wandlung in ein Postulat auch ein Entgegenkommen. Es ist klar, eine Motion käme hier nicht durch, weil die Zeit schon abgelaufen ist oder weil der politische Wille nicht da ist, noch auf das Jahr 2014 Einfluss zu nehmen. Es gibt aber einen Punkt in der Motion, der besagt, man solle die Massnahmen auch im Folgejahr anschauen im Hinblick auf die zukünftigen Budgets. Hier ist der Regierungsrat auch bereit, zu prüfen, wie man diese Sparmassnahmen, die vielleicht übersteuert wurden, in der Budgetplanung 2015 anpassen könnte. Ich denke, es betrifft nur einen kleinen Anteil dessen, was damals umstritten war. Ich möchte auch daran erinnern, dass die SP/JUSO/PSA-Fraktion bei der Umsetzung vieler Massnahmen aus dem ASP-Paket mitgeholfen hat. Etwa ein Drittel der Massnahmen waren umstritten. Es geht darum, dass man hier einen Teil herausbricht und vielleicht auch bei zukünftigen Budgets mehr Vorsicht und Zurückhaltung walten lässt, was diese Sparmassnahmen angeht. Ich möchte Sie deshalb bitten, auch hier einen Schritt zu tun, auch im Hinblick auf das Jahr 2015, auf das neue Budget. Ich bitte Sie, speziell diese Bereiche nochmals anzuschauen und zu prüfen, wo man vielleicht übersteuert hat und was man sanfter anfassen könnte. Es geht nicht um Riesenbeträge, aber sie haben eine grosse Wirkung an der Basis.

La présidente. Nous avons donc une délibération groupée avec l'affaire 89, la motion de M. Sancar, «Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS». M. Sancar est prêt à transformer sa motion en postulat. Est-ce que cette transformation est contestée? Oui, cette transformation est également contestée. M. Sancar, vous avez la parole.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Im Herbst 2013 gingen wir bei der Budgetdebatte von der Annahme eines Budgetdefizits von 170 Mio. Franken aus und nahmen zahlreiche Kürzungen in verschiedenen Bereichen vor. Die Jahresrechnung des Kantons hat aber einen Überschuss von 157 Mio. Franken ergeben. Wir haben also eine Differenz von fast 330 Mio. Franken. Damit haben wir eine komfortable Situation, indem wir mehr Geld zur Verfügung haben, als wir gedacht haben. Die Kürzungen, die wir unter der Annahme eines Defizits vorgenommen haben, haben jedoch einschneidende Folgen für das Leben der Betroffenen. Hier geht es nicht um Luxus, sondern zum Teil ums Überleben. Ein Beispiel sind die Krankenkassen-Prämienverbilligungen. Wer kommt in den Genuss dieser Verbilligungen? – Nur Menschen mit niedrigem Einkommen, die auf diese Unterstützung angewiesen sind. Wegen der Aufhebung der Prämienverbilligung möchte der Regierungsrat sogar eine Gesetzesänderung, weil es sonst nicht möglich ist, die Kürzungen überhaupt zu realisieren. Es ist mir bewusst, dass diese Motion jetzt im Juni keine Chance hätte. Deshalb möchte ich sie in ein Postulat wandeln und hoffe, dass Sie dieses Anliegen unterstützen.

La présidente. Je prie les porte-parole de groupe de s'annoncer, et je vous rappelle que nous parlons des deux postulats. Mme Luginbühl pour le PBD.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Ich nehme gleich zu beiden Vorstössen Stellung. Wir haben in der laufenden Legislatur noch den einen oder anderen Vorstoss zu behandeln, der noch aus der Zeit der Wahlen stammt. Ich denke, dass die beiden auch in diese Kategorie gehören. Die BDP lehnt beide Vorstösse ab, und zwar sowohl als Motion wie auch als Postulat. Die

Finanzdirektorin hat am Anfang des heutigen Nachmittags mit deutlichen Worten über die finanzielle Situation des Kantons Bern gesprochen. Was für ein Signal senden wir jetzt gegen aussen aus, wenn wir die beiden Vorstösse überweisen? Dazu nur ein kleines Beispiel, welches Patric Bhend eigentlich aus der Praxis gut kennt: Letzten Sommer haben wir im Wohnheim Solina in Spiez mitten in der Budgetplanung ein Schreiben erhalten, in dem stand, dass der Kanton infolge ASP Sparaufträge zu erfüllen habe. Ohne die Einschränkung «vorbehaltlich der Genehmigung der Anträge der Regierung durch den Grossen Rat» seien die Stellenpläne anzupassen und die diversen Kürzungen im Budget 2014 vorzunehmen. Der Schock in Spiez und auch in anderen Betrieben war gross. Das weitere Vorgehen ist bekannt: Die Mehrheit des Grossen Rates hat die Sparanträge des Regierungsrats im Bereich der Langzeitpflege teilweise korrigiert, und die Budgets konnten – wenn auch sehr verspätet – überarbeitet werden. Jetzt, nur ein halbes Jahr später, liegen diese Verzichtsanträge vor, nachdem die Rechnungen 2013 und die Budgets 2014 bereits von den zuständigen Gremien in den Institutionen genehmigt worden sind. Ist dies wirklich eine seriöse Politik? Innerhalb eines halben Jahres erfolgte eine Kehrtwende. Wo ist hier die Planungssicherheit für die Betriebe? Auch für die BDP war die Novembersession alles andere als schön. Die Beschlüsse waren teilweise schmerzhaft. Aber jetzt gleich bei der ersten Morgenröte wieder alles zu kippen, lehnen wir definitiv ab. Die Kantonsfinanzen sind, wie wir gehört haben, noch immer alles andere als stabil. Wenn wir die beschlossenen Kürzungen jetzt rückgängig machen, was passiert dann mit allen anderen Geschäften, die im November ebenfalls abgeschlossen wurden? Kommen jetzt während jeder Session scheinbar Anträge, um alles rückgängig zu machen oder nochmals zu überprüfen? Wir gehen mit der Regierung einig, dass sich ein weiteres, sofortiges Entlastungsprogramm in diesem Jahr tatsächlich nicht aufdrängt. Aber dies bedeutet nicht, dass wir jetzt stufenweise die beschlossenen Massnahmen rückgängig machen. Wenn irgendwelche Korrekturen gemacht werden sollen, dann frühestens nach einem Jahr oder nach der Genehmigung der Rechnung 2014. Dann werden wir konkrete Resultate haben und werden in der Lage sein, weitere Schritte zu tätigen. Die BDP lehnt deshalb auch ein Postulat ab. Es ist der Auftrag des Regierungsrates, die finanzpolitischen Planungsarbeiten so auszugestalten, dass unter Einbezug der Eingaben sämtlicher Direktionen im Herbst der Voranschlag 2015 präsentiert werden kann und die Finanzkommission rechtzeitig in die Diskussion einbezogen werden kann. Hierzu braucht es aus unserer Sicht auch kein Postulat, denn dazu ist das nötige Regelwerk vorhanden. Nochmals: Wir lehnen beide Vorstösse ab.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Eigentlich kann ich hier nur wiederholen, was ich im Namen der EVP in der März-Debatte anlässlich der Ordnungsanträge zu den beiden Motionen bereits gesagt habe. Und genau dies tue ich jetzt wortwörtlich: «Für uns von der EVP ist klar, dass unter dem Eindruck einer falschen Finanzprognose im November teilweise übertriebene ASP-Massnahmen beschlossen wurden. Wir erwarten klar – das habe ich heute auch schon mal gesagt – dass in Zukunft dem Parlament vor solch wichtigen Debatten konsolidierte und aktuelle Informationen unterbreitet werden. Darum schlägt Ihnen die EVP eine differenzierte Betrachtung und einen dritten Weg vor, und dieser sieht so aus: Prinzipiell richtige, aber unter dem Eindruck einer falschen Finanzprognose überzogene ASP-Massnahmen sollen jetzt mit Weitsicht und mit mehr Geduld umgesetzt werden. Hierzu zählen wir insbesondere die Steuerung der Klassengrössen. Wir zählen auch die Zusammenarbeit zwischen Kirche und Staat dazu und den Umbau der Finanzierung der Behinderten-Institutionen. Hier braucht es mehr Geduld und mehr Weitsicht. Die jeweiligen Entscheide sind nicht aufs Komma genau umzusetzen, sondern das beschlossene Prinzip ist umsichtig und ohne zerstörerische Effekte anzuwenden.» Damit bin ich am Ende meines Zitats aus der März-Session angelangt. Damit wir den von der EVP vorgeschlagenen dritten Weg auch einschlagen können, müssen wir die beiden Motionen als Postulate annehmen. So ist es möglich, differenziert zu bestimmen, wo unter dem Eindruck des aktuellen Ergebnisses Geduld gefragt ist und der zerstörerische Effekt gewisser Massnahmen eliminiert werden kann. Wir unterstützen deshalb die beiden Vorstösse als Postulat, auch wenn für uns einzelne Massnahmen unbestritten auszuführen sind. So können wir überprüfen, wo genau die Geduld und die Weitsicht nötig sind.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Die letztjährige ASP-Debatte war weniger erfreulich als andere Debatten. Unsere Fraktion hat fast den Eindruck erhalten, dass sich einige Grossratsmitglieder in eine Sparhysterie gestürzt haben. Man hat Massnahmen von einem Topf in den anderen verschoben, man hat jongliert und kompensiert, da ist eine richtige Begeisterung aufgekommen fürs Sparen. Der Regierungsrat hat uns ein wenig hängen lassen, indem er uns die

besseren Finanzresultate, die er eigentlich schon gekannt hätte, nicht mitgeteilt hat. Das ist so. Der Regierungsrat hat den Spardruck künstlich aufrechterhalten. Diese ASP-Massnahmen sind zum Teil sinnvoll. Ich habe sie in fünf Kategorien eingeteilt. Erste Kategorie: Massnahmen, die schon längst hätten ergriffen werden sollen und bei denen man sich fragt, warum sie nicht vorher ergriffen wurden. Zweitens: Massnahmen, die eigentlich niemandem wehtun. Drittens: Massnahmen, die nur zu einer Umlagerung auf andere Kostenstellen beim Kanton, bei den Gemeinden oder bei anderen Organisationen führen. Viertens: Massnahmen, die man gar nicht umsetzen kann, und fünftens: Massnahmen, die falsch sind und die man jetzt korrigieren muss. Die beiden vorliegenden Motionen zielen aus der Sicht der SP/JUSO/PSA-Fraktion auf die fünfte Kategorie. Im Fokus stehen Massnahmen aus den Bereichen Langzeitpflege, Behindertenbetreuung, Volksschule und Krankenkassen-Prämienverbilligungen, es geht um Klassenschliessungen wegen der Erhöhung der Schülerzahl und um die hauswirtschaftlichen Leistungen der Spitex. Kurz: Das sind alles Massnahmen, welche die Bildung sowie die Kranken und Benachteiligten treffen. Es freut uns sehr, dass der Regierungsrat bereit wäre, beide Motionen als Postulat anzunehmen. Das heisst, der Regierungsrat ist bereit, Massnahmen zu korrigieren, die sich als kontraproduktiv erweisen. Der Regierungsrat hat auch eingesehen, dass man durch Sparen zum Teil höhere Kosten verursachen kann. Darum bitte ich Sie, der Haltung des Regierungsrats zuzustimmen. Das heisst aber nicht, dass unsere Fraktion grundsätzlich nicht mit einem haushälterischen Umgang mit den Kantonsfinanzen leben könnte. Wir sind auch bereit, dort zu sparen, wo es Sinn macht. Aber dort, wo es extrem wehtut und wo es unserer Bevölkerung wehtut, dieser Bevölkerung, welche Sie hier im Rat vertreten wollen, müssen wir Mass halten. Und wenn der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, die ruhige Hand solle vermehrt zum Einsatz kommen, dann müssen Sie den beiden Postulaten zustimmen. Das heisst noch nicht, dass man die Sparmassnahmen komplett weglässt, sondern man könnte auch nur einen Teil davon rückgängig machen, vielleicht einen Drittel, vielleicht die Hälfte. Also stimmen Sie den Postulaten zu, der Regierungsrat weiss, wo er Spielraum hat. Und der Regierungsrat weiss, wo das Sparen teuer wird.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Die SVP lehnt die beiden Vorstösse auch in der Form eines Postulats klar ab. Die SVP ist erstaunt darüber, dass die Finanzdirektion und der Regierungsrat bereit sind, dieses Postulat zu akzeptieren. Wenn man den Ausführungen der Finanzdirektorin, die heute bereits gesprochen hat, genau zugehört hat, dann ist die Lage doch sehr ernst. Das hat sie selber gesagt. Es gibt viele Unwägbarkeiten, die auf den Kanton zukommen. In so einer Situation kann man doch diese Vorstösse nicht als Postulat annehmen. Das Paket wurde damals als Gesamtes geschnürt, das wurde auch schon mehrmals gesagt. Wir können jetzt nicht einfach einzelne Teile nach Gutdünken herausnehmen und alles andere drin lassen. Das war damals ein Kompromiss, von dem wir auch nicht begeistert waren. Aber am Schluss hat man diesen Entscheid gefällt, damit man im Voranschlag schwarze Zahlen hat. Daran ist jetzt umfassend festzuhalten. Es wäre ein falsches Zeichen, wenn wir diese Vorstösse jetzt als Postulat annehmen würden. Es wird immer wieder gefordert, Schulden abzubauen. Wenn wir Schulden abbauen wollen, und wenn wir vielleicht irgendwann auch nur dran denken wollen, unsere hohen Steuern zu senken, braucht es weitere Anstrengungen. Ich sage es immer wieder: Nicht Sparanstrengungen, sondern eine Senkung des Ausgabenwachstums braucht es. Dazu müssen wir den Druck aufrechterhalten. Der Stimmbürger hat schon zweimal, bei den Autosteuern und jetzt auch bei der Handänderungssteuer, gesagt, was er von der ganzen Sache hält, ob es noch Potenzial gibt oder nicht. Das waren relativ deutliche Mehrheiten, vor allem bei der Handänderungssteuer. Was da alles ins Feld geführt wurde vor der Abstimmung, wo es so wahnsinnig wehtue, weil man wieder sparen müsse! Der Stimmbürger hat das alles gewusst, als er gesagt hat: «Nein, da können wir eigentlich auch noch 25 Mio. Franken weniger geben.» Dies ist ein klarer Auftrag, jetzt führen wir ihn aus. Und deshalb sind die beiden Postulate abzulehnen.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Wir haben in der Novembersession des letzten Jahres ein austariertes Paket geschnürt. Zwar war es kein schönes, wie es sonst bei Paketen der Fall ist, dies ist unbestritten. Gerade in diesen Bereichen tut das Sparen weh. Wir wollen trotzdem nicht auf die gefällten Entscheide zurückkommen. Die Situation hat sich seit damals eigentlich auch nicht gross verändert. Im Weiteren kann ich auf die Ausführungen von Anita Luginbühl und Andreas Blank verweisen und eigentlich auch auf jene der Finanzdirektorin zu den Geschäften 81 bis 85, obwohl ich andere Schlüsse daraus ziehe. Die FDP lehnt deshalb die beiden Vorstösse einstimmig auch in Form eines Postulats ab.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Auch wir wollen heute Abend keine Minibudgetdiskussion, bei der man auf alles zurückkommt und behauptet, die Welt wäre ohne die Sparmassnahmen viel besser. Das kann sein. Aber im letzten November haben wir Sparentscheide getroffen, bei denen man rasch gesehen hat, dass sie wohl nicht eins zu eins umsetzbar sind. In diesem Sinne stimmt die glp-Fraktion den beiden Postulaten zu. Wir wissen, dass in dem Paket ein paar Punkte sind, zum Beispiel die zweiten Kürzungen bei den Krankenkassen-Prämienverbilligungen, von denen wir alle nicht wissen, welche Konsequenzen sie haben. Auch bei der Psychiatrie wissen wir nicht, ob wir die 6 Mio. Franken, die wir einsparen wollen, realisieren können. Es gibt ja Personen, die man gar nicht anderswo platzieren kann. Nach allem, was ich aus der Praxis weiss, ist es klar, dass dies nicht umgesetzt werden kann und wir Nachkredite brauchen werden. Aber nun zu meinem Kollegen von der SP, der behauptet, man müsse alles korrigieren. Da sage ich Nein. Dies ist ein Prüfungsauftrag. Wir verstehen darunter nicht, dass man korrigiert, sondern dass man überprüft, welche Massnahmen man verantworten kann und welche zu weit gehen. In diesem Sinne wird unsere Fraktion die beiden Postulate annehmen. Insbesondere auch mit der Aufforderung, nicht nur die drei aufgeführten Punkte zu betrachten, sondern grosszügig zu schauen, nochmals eine Güterabwägung vorzunehmen und diese der FIKO vorzulegen. In diesem Sinne unterstützen wir wie gesagt die beiden Postulate.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Wer während der letzten Legislatur schon dabei war, hat mit Sicherheit die Debatte vom letzten November nicht vergessen. Das ging unter die Haut. Man kann das jetzt schon wieder ein wenig zur Seite schieben und sagen, es habe uns nicht so gefallen, aber so sei es halt gewesen. Aber ich glaube, wir wissen alle, dass wir hier ganz hart an die Grenze gegangen sind oder sogar darüber hinaus, wenn es darum geht, Verantwortung zu übernehmen für jene Leute, die dies für sich selbst nicht können. Wir haben in der Langzeitpflege und bei Menschen mit Behinderung sowie bei den Krankenkassen-Prämienverbilligungen Massnahmen ergreifen müssen, die uns allen wehgetan haben. Da können wir, glaube ich, alle in den Spiegel schauen und sagen: «Mir ist es so ergangen.» Aber auch im Bereich der Volksschule mussten wir Entscheide fällen, die ganz bestimmt nicht dem entsprechen, was wir im Grundsatz wollen. Wir sprechen andauernd über die Zukunft und über die Bedeutung der Bildung. Und auch hier mussten wir einen Entscheid fällen, der schwerwiegend war. Jetzt fangen diese Entscheidungen an zu greifen, man merkt es, in einzelnen Bereichen fangen sie richtig an zu greifen, und sie tun jenen weh, denen man eigentlich nicht wehtun möchte und für die man Verantwortung übernehmen möchte. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich glaube, mit diesen beiden Postulaten machen wir es möglich, jetzt nochmals hinzuschauen und zu überlegen, ob das alles richtig war, und ob alles in diesem Ausmass sein muss. Dies bedeutet nicht, dass man plötzlich sagen soll, es sei alles falsch gewesen, sondern dass man sagen kann, es müsse nicht in dieser Grössenordnung und in diesem Tempo umgesetzt werden. Umso mehr, als man, nachdem man die ASP-Massnahmen beschlossen hatte, feststellen konnte, dass es mit den Finanzen im Kanton Bern vielleicht doch nicht ganz so schlimm steht, wie wir in jenem Moment gedacht haben, als wir entsprechenden Druck verspürt haben. Ich bitte Sie deshalb, die beiden Postulate zu überweisen und dadurch der Regierung die Möglichkeit zu geben, nochmals genauer hinzuschauen, wo man das eine oder andere allenfalls ein bisschen mildern könnte.

La présidente. Pour l'UDF, M. Schwarz. Y a-t-il encore des porte-parole de groupe? Non. Y a-t-il des intervenants à titre individuel? Ce n'est pas le cas. Je ferme la liste.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion ist gegen ein Hüst und Hott in der Finanzpolitik. Wir haben hier im Herbst ein ASP-Paket geschnürt und verabschiedet. Es hatte viele schwer verdauliche Massnahmen dabei, aber wir mussten es so machen, wenn wir ein ausgeglichenes Budget erreichen und das strukturelle Defizit eliminieren wollten. Jetzt haben wir im laufenden Jahr, in der laufenden Rechnung, Verbesserungen. Es gibt aber auch Verschlechterungen. Zum Beispiel gibt es keine Nationalbankgelder mehr. Wir sind der Meinung, dass wir nicht auf jede neue Erkenntnis, die wir dieses Jahr gewonnen haben, unsere finanzpolitische Ausrichtung ändern sollen. Es braucht hier tatsächlich eine ruhige Hand. Und wir finden es ziemlich ungerecht, hier einzelne Positionen aus den vielen Massnahmen herauszugreifen und diese bevorzugt zu behandeln. Dies ist ungerecht gegenüber jenen, welche die Massnahmen schon umgesetzt haben und dies sicher auch spüren. Deshalb lehnen wir beide Anliegen auch als

Postulat ab.

Beatrice Simon-Jungi, directrice des finances. Ich habe in meinen vorherigen Voten schon einiges dazu gesagt, warum der Regierungsrat diese Vorstösse als Postulat annehmen will. Im Sinne der Effizienz und weil die Zeit schon etwas fortgeschritten ist, verzichte ich darauf, zu wiederholen, was ich schon gesagt habe. Ehrlich gesagt, käme mir auch nichts Neues mehr in den Sinn. Neue Argumente habe ich nicht, und nachdem ich jetzt aufmerksam zugehört habe, denke ich, die Meinungen sind gemacht. Ich möchte Ihnen dies einfach nochmals ans Herz legen, liebe Grossrätinnen und Grossräte: Nehmen Sie die beiden Vorstösse als Postulat an, damit der Regierungsrat prüfen kann, ob man die eine oder andere Massnahme allenfalls rückgängig machen könnte. Soviel zu den Motionen. Nun muss ich aber noch etwas sagen zum Votum des Grossrats Matthias Burkhalter. Den Vorwurf, dass der Regierungsrat oder die Finanzdirektorin bewusst Informationen zurückgehalten hätten, weise ich in aller Form zurück. Ich habe schon mehrmals, auch im Zusammenhang mit der Präsentation des Rechnungsabschlusses 2013, erklärt, dass Finanzpolitik kein Spiel ist. Ich habe auch klar und deutlich deklariert, wann ich Kenntnis erhalten habe davon, dass der Rechnungsabschluss positiver sein wird als ursprünglich angenommen. Dies war definitiv nach der ASP-Debatte. Noch etwas zum darüber Nachdenken: Was hätte denn eine rot-grüne Regierungsmehrheit für ein Interesse, solche Informationen zurückzuhalten? Darauf müsstest du mir einmal eine Antwort geben.

La présidente. Encore une intervention? Non, nous pouvons donc passer au vote sur le postulat PS-JS-PSA, «Arrêt immédiat des économies dans les domaines des soins, de l'école obligatoire et du handicap». Ceux acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 065-2014 PS-JS-PSA)

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui	64
Non	78
Abstentions	1

La présidente. Vous avez refusé ce postulat. Nous passons à l'affaire 89, le postulat de M. Sancar «Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS». Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 072-2014 Sancar, Berne [Les Verts])

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui	63
Non	80
Abstentions	0

La présidente. Vous avez refusé ce postulat.